L'Autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation (AUP)

Dernière révision : 04/04/2025

Mots clé : Périmètre de projet, OUGC, PTGE, volumes prélevables, irrigation, SAGE, SDAGE.

La législation sur l'eau et ses textes d'application ont prévu un dispositif de gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation ayant pour objectif d'assurer l'adaptation des prélèvements aux ressources disponibles.

Ce dispositif, prévu par les articles R. 211-111 à 211-117-3 et R. 214-31-1 à R. 214-31-4 du code de l'environnement, vise à favoriser une gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation sur un périmètre hydrologique ou hydrogéologique cohérent. Sur ce périmètre, la répartition des volumes d'eau d'irrigation est confiée à un organisme unique de gestion collective (OUGC¹) qui représente les irrigants et doit solliciter auprès du préfet une autorisation unique pluriannuelle (AUP), d'une durée maximale de 15 ans, de tous les prélèvements d'eau pour l'irrigation. La demande doit être appuyée sur un argumentaire justifiant que les volumes sollicités sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux ou dans la limite du volume prélevable, lorsqu'il est déterminé. Le calcul des volumes prélevables tient compte, dans le respect des équilibres naturels², des priorités des usages de l'eau³, tout en permettant la conciliation des prélèvements pour les usages économiques, dont les usages agricoles.

À l'issue de son instruction administrative, cette autorisation préfectorale se substitue à toutes les autorisations temporaires et permanentes délivrées antérieurement par l'État sur le même périmètre à des fins d'irrigation agricole. Cette démarche s'inscrit dans un objectif de restauration de l'équilibre quantitatif de la ressource par le moyen d'une gestion responsabilisant les irrigants et simplifiant les procédures.

Selon les cas, la demande d'AUP est soumise à évaluation environnementale en application d'une ou de plusieurs rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement et notamment, celles liées aux projets d'hydraulique agricole, aux dispositifs de captage des eaux souterraines ou aux travaux, constructions et opérations d'aménagement. La demande d'AUP s'appuie également sur les dispositions des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), à défaut celles du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et des projets de territoires (PTGE), lorsqu'ils existent sur tout ou partie du périmètre de l'AUP.

D'une manière générale, l'examen des dossiers AUP conduit à vérifier la cohérence du périmètre du projet avec les besoins en eau de l'ensemble des irrigants recensés et susceptibles de bénéficier des volumes d'eau autorisés au cours de la période retenue pour la demande d'AUP et les volumes prélevables, en particulier lorsque l'équilibre quantitatif suppose la réalisation d'ouvrages de stockage de l'eau. Les volumes sollicités doivent être justifiés, notamment en référence aux volumes consommés les dernières années, aux volumes prélevables, aux autres usages (dont alimentation en eau potable), tout en tenant compte des projections des demandes (bilan hydrique des cultures) et disponibilités en eau intégrant les effets du changement climatique. Le suivi des effets des prélèvements sur l'état quantitatif des masses d'eau et les milieux aquatiques revêt également un fort enjeu.

¹ Un OUGC n'a compétence que pour les prélèvements d'eau pour l'irrigation

² Article L. 210-1 du code de l'environnement

³ Article L. 211-1-II du code de l'environnement : « La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. »

Les points d'attention de l'autorité environnementale

Lors de l'examen des demandes d'AUP, l'autorité environnementale est particulièrement attentive à :

- la justification du périmètre du projet retenu dans l'étude d'impact, en prenant en compte l'ensemble des composantes de la demande AUP, notamment les ouvrages de prélèvements pour l'irrigation agricole et toutes les opérations (ou composantes) rendues nécessaires pour que les objectifs des prélèvements soient cohérents avec les ressources effectives (construction d'ouvrages de stockage d'eau, par exemple) ;
- l'analyse de l'évolution du territoire en l'absence de projet, c'est-à-dire si l'AUP n'était pas accordée et que de nouveaux prélèvements n'étaient plus autorisés, y compris pour les autorisations qui arriveront à échéance. En effet, l'évaluation des impacts des prélèvements prévus par l'AUP est obtenue par différence avec cette situation de référence ;
- la présentation dans le projet de l'ensemble des actions et des dispositions permettant des économies d'eau et les aménagements éventuellement prévus pour parvenir au retour à l'équilibre sur le territoire. Le calendrier devrait être précisé avec des échéances prenant en compte celles inscrites dans le SDAGE ou les éventuels SAGE ou PTGE. Il convient de présenter dans l'analyse les évolutions des systèmes et des pratiques culturales, assortie d'objectifs en termes de basculement vers des systèmes d'irrigation ou des pratiques agro-écologiques plus économes en eau, par exemple ;
- lorsque l'information est disponible, la présentation claire, précise, spatialisée et cohérente des volumes prélevés (y compris une estimation globale des volumes non notifiés), au cours des cinq à dix dernières années, par type de ressource en période d'étiage et hors période d'étiage, les volumes notifiés et les volumes sollicités par période ;
- la justification des volumes sollicités au regard des volumes consommés à des fins agricoles lors des dernières années, des volumes prélevables dans le respect des volumes notifiés par le préfet de bassin (issus notamment des SAGE, des protocoles d'accord avec la profession agricole, des analyses dites « HMUC »⁴, de travaux de modélisation...) et des incidences avérées ou pressenties sur les ressources sollicitées et les milieux aquatiques associés, notamment permettant de satisfaire les débits d'objectif d'étiages des cours d'eau et les autres usages des aquifères dont les usages prioritaires ;
- la prise en compte du changement climatique et de ses incidences sur la pérennité du dispositif retenu, notamment sur la disponibilité et la qualité de la ressource et l'évolution des besoins tant de la biodiversité que de l'activité agricole ;
- les solutions alternatives étudiées, intégrant toutes les composantes possibles comme les modifications des systèmes de culture, des pratiques culturales, les économies d'eau et éventuellement la non réalisation des retenues de substitution ou le choix d'autres solutions de stockage de l'eau, comme les méthodes d'ingénierie écologique, avec expansion des crues et accroissement de l'infiltration naturelle vers les nappes ou leur recharge artificielle, après avoir présenté une comparaison de leurs incidences sur l'environnement et la santé humaine et vérifié la robustesse de leurs contributions au retour à l'équilibre de la ressource en eau ;
- l'étude des effets directs et indirects, des liens entre les prélèvements et les enjeux environnementaux pouvant être affectés : zonages de protection ou d'inventaire du milieu naturel, y compris ceux situés en dehors de la zone d'étude (Natura 2000, Znieff, zones humides, continuités écologiques, etc.).

L'Ae examine par ailleurs :

- La présentation de la démarche « éviter, réduire, compenser » (ERC) portant sur les incidences du projet sur les milieux naturels et humains, cette démarche devant être intégrée à l'ensemble des dispositifs, des outils de gestion qui permettent de garantir le bon fonctionnement de l'organisation retenue ;
- la description détaillée du suivi des milieux et des espèces, en particulier aquatiques, envisagé dans le cadre de l'AUP, ainsi que de l'évolution des systèmes et pratiques agricoles, avec des indicateurs reposant sur des données aisément disponibles et actualisables, des cibles chiffrées et des trajectoires pour les atteindre, ainsi que des propositions de mesures correctives en cas de non-respect des trajectoires.

⁴ Analyses « Hydrologie milieux usage climat (HMUC) »

Liens avec d'autres fiches

- L'eau dans les dossiers soumis à évaluation environnementale
- Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et la ressource locale en eau
- Réduction à la source de la consommation d'eau et des émissions de polluants dans les eaux
- Les retenues d'irrigation
- La prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme et les projets
- Prélèvements en eau souterraine (forages, captages) : évaluation des impacts sur la ressource en eau et les milieux aquatiques
- Réutilisation des eaux usées traitées

Pour aller plus loin

[Guide d'élaboration et de mise en œuvre des projets de territoire pour la gestion de l'eau – Aout 2023](#)

[Bilan du dispositif des organismes uniques de gestion collective \(OUGC\) des prélèvements d'eau pour l'irrigation – Août 2020](#)

[Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021](#) relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse

[Bilan du dispositif des organismes uniques de gestion collective \(OUGC\) des prélèvements d'eau pour l'irrigation](#)

[Instruction du 14 décembre 2023](#) relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau.

[Avis délibéré de l'Ae sur la demande d'AUP sur le Marais poitevin](#) (n°2020-116)

[Avis délibéré de l'Ae sur l'AUP de l'organisme unique IrrigAdour \(40\)](#) (n°2022-98)